

Égalité des chances, *mythe* ou *réalité* ? - Rapport annuel sur l'état de la France 2025

FABIENNE ROUCHY

L'essentiel de l'avis

En France, l'égalité des chances est un idéal qui sous-tend de nombreuses politiques publiques dont l'objectif est la réduction des inégalités dans plusieurs champs de la vie publique et privée. Objectif politique crédible pour certains, idéologie trompeuse pour d'autres : où en sommes-nous en France en 2025 ?

C'est tout l'objet de l'édition 2025 du Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF), qui révèle un pessimisme croissant des Françaises et des Français et un déterminisme social encore prégnant dans la société. Le CESE identifie des pistes d'action visant à renverser durablement la tendance et réduire les fractures sociales.

Le RAEF 2025 s'appuie sur trois volets :

- Un sondage CESE-Ipsos, troisième édition, sur l'état de la France, des Françaises et des Français
- Neuf analyses de politiques publiques sous le prisme de l'égalité des chances
- L'analyse de 16 indicateurs socio-économiques

Qu'est-ce que le Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF) ?

Rendu chaque année par le CESE au Gouvernement et au Parlement, le RAEF est le thermomètre social, économique et environnemental du pays. Il propose une radiographie de la société française, avec ses évolutions, ses équilibres, ses fractures et ses tensions.

Miroir tendu au pays par les organisations de sa société civile, il constate ce qui a changé en une année, ce qui pourrait ou devrait changer, et propose des solutions et des évolutions de politiques publiques pour y répondre.

LA RAPPORTEUSE

Fabienne Rouchy

fabienne.rouchy@lecese.fr • 01 44 43 64 12

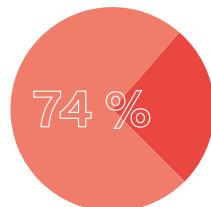
Fabienne Rouchy siège au CESE en tant que présidente du groupe de la CGT. Secrétaire confédérale, elle siège au Bureau confédéral de la CGT où elle suit les questions environnementales.

Les principaux enseignements de la 3^{ème} édition du *baromètre CESE-Ipsos* 2025

Un pessimisme généralisé, alimenté par la situation politique et les préoccupations quotidiennes

En 2025, les Françaises et les Français expriment un pessimisme record quant à l'état du pays et à leur avenir personnel. 74 % d'entre eux se déclarent pessimistes vis-à-vis de l'état de la France, soit une hausse de 11 points en un an. Cette morosité s'étend également à leur propre situation : 40 % des Françaises et des Français sont pessimistes quant à leur avenir personnel (+4 points en un an), tandis que 71 % le sont pour l'avenir de la planète et de la nature (+4 points).

Un climat d'inquiétude qui peut s'expliquer en partie par l'instabilité politique récente, au 3^{ème} rang des préoccupations, citée par 32 % des sondés (+8 points par rapport à l'année dernière). Aux deux premiers rangs des préoccupations, les enjeux du quotidien : la santé et celle de leurs proches arrive en tête (37 %, -3 points), suivies de près par le pouvoir d'achat (34 %, stable).



**des Françaises
et des Français
sont pessimistes
vis-à-vis de l'avenir
de la France
(+11 points
en un an)**

Des inégalités des chances de plus en plus visibles et ressenties

Le RAEF 2025 révèle que l'égalité des chances reste un mythe pour une majorité de Français. Deux tiers d'entre eux (66 %) déclarent avoir été personnellement confrontés à au moins une situation d'inégalité des chances, c'est-à-dire avoir eu un accès limité à des opportunités accessibles à d'autres, pour des raisons qui ne dépendaient pas d'eux. Les femmes, les moins de 35 ans et les familles monoparentales sont particulièrement touchées par ces inégalités.

Plus inquiétant, cette perception s'étend aux politiques publiques, censées pourtant agir en faveur d'une meilleure égalité des chances : **7 Français sur 10 estiment que celles-ci sont improductives, voire creusent les inégalités.** Ce sentiment est encore plus marqué parmi les personnes qui estiment avoir personnellement vécu une situation d'inégalités des chances (53 %) et celles dont le pouvoir d'achat ne permet pas de couvrir leurs besoins essentiels (52 %).



**1 Français sur 10
pense que l'égalité
des chances est
une réalité en
France**

5 axes pour *réduire les inégalités*

Les commissions du CESE ont abondamment contribué au Rapport, s'appuyant notamment sur les préconisations d'avis récemment adoptés et portant sur de nombreuses politiques publiques. Les propositions formulées dans le RAEF tournent autour de 5 axes.

1. Le patrimoine

Les **10 % des ménages les plus riches détiennent 60 % du patrimoine net.**

La part de la fortune héritée dans le patrimoine total des ménages n'a jamais été plus élevée (60 %) freinant considérablement la mobilité sociale : les inégalités se transmettent de génération en génération. La hausse des prix de l'immobilier et les récentes réformes fiscales ont bénéficié aux 1 % les plus aisés.

Que faire ? Les propositions du CESE :

- Une plus grande progressivité de la fiscalité du patrimoine ;
- Mieux organiser le débat et la délibération avec l'ensemble des parties prenantes afin de faire aboutir concrètement ces réformes.

2. L'éducation

10 % d'une cohorte sortent chaque année du système scolaire sans diplôme.

Cette proportion est 5 fois plus élevée chez les enfants d'ouvriers que chez ceux de cadres. Or le diplôme est un déterminant majeur des trajectoires de vie.

Que faire ? Les propositions du CESE :

- Réduction du nombre d'élèves par classes ;
- Lutte contre le décrochage scolaire ;
- Renforcement de l'accès aux soins et à l'accompagnement social et psychique des élèves ;
- Meilleure valorisation des compétences acquises.

3. Le monde du travail

Les opportunités d'accès à l'emploi sont inégales à travers les territoires : **le nord et l'est de la France représentent 78 % des pertes d'emplois industriels.**

Les fermetures d'usines entraînent un effet domino sur tout l'écosystème économique local qui pèse sur les opportunités de formation et d'emploi.

Que faire ? Les propositions du CESE :

- Une stratégie industrielle coordonnée entre l'État, les filières et les collectivités ;
- Renforcement des formations répondant aux besoins des entreprises ;
- Revalorisation des métiers à prédominance féminine ;
- Suivi rigoureux des aides publiques pour garantir qu'elles favorisent l'emploi et la réduction des inégalités.

4. La transition écologique

12 millions de personnes étaient en situation de précarité énergétique en 2022. Dans les zones rurales, la dépendance à la voiture reste forte tandis que les alternatives durables et abordables restent insuffisantes. Les inégalités face aux catastrophes naturelles, conséquences du changement climatique, sont un sujet de préoccupation croissant, le système assurantiel sous tension menaçant de réduire la couverture des risques.

Que faire ? Les propositions du CESE :

- Budget et moyens suffisants en appui aux territoires et acteurs économiques ;
- Aides financières ciblées vers les plus modestes ;
- Développement des mobilités durables dans tous les territoires ;
- Associer les citoyens à la transition pour éviter les exclusions.

5. Les inégalités territoriales

Elles compromettent fortement l'égalité des chances, notamment dans **les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)**, **les zones rurales** et les **Outre-mer** où l'accès au logement, à la santé, à l'éducation, aux mobilités et aux infrastructures reste insuffisant. A cela s'ajoutent les moindres opportunités d'accès à l'emploi. Dans ces territoires, ce sont surtout les jeunes qui sont frappés par l'absence d'égalité des chances et d'opportunités économiques.

Que faire ? Les propositions du CESE :

- Renforcement des services publics dans les territoires ;
- Construction d'une véritable politique d'égalité républicaine ;
- Garantie d'un socle commun de droits sociaux sur l'ensemble du territoire en corrélation avec les besoins de la population.